

Banque Centrale du Soudan

DOCUMENTS : Politiques de contrôle et de supervision
2005 - 2006

Assemblée annuelle du Comité de Superviseurs de banques
de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.
25-27 octobre 2006

Libreville, Gabon

Khartoum
5 octobre 2006.

Banque Centrale du Soudan
DOCUMENTS : Politiques de contrôle et de supervision
2005 – 2006

(a) Introduction et contexte de la situation bancaire actuelle

La banque Centrale du Soudan (BCDS) a continué à appliquer un ensemble de mesures dans le contrôle et la régulation au cours des derniers mois, conformément à sa déclaration de principe de 2006. Des progrès dans la restructuration des banques ont continué, la directive principale étant d'augmenter le capital minimum et l'accord de capital suffisant et d'encourager des fusions et des restructurations. La BCDS a approuvé la proposition de fusion de trois banques de première importance. Bank of Khartoum, Omdurman National et Emirates Sudan Bank, comme premier pas pour encourager de potentielles fusions. Plusieurs étapes ont été franchies pour améliorer la gestion des risques dans les banques, commencer le planning initial et la formation pour faciliter l'application des Accords de Bâle II sur les capitaux. Un planning de mesures est en cours pour améliorer l'accès aux services bancaires pour les petites et moyennes entreprises et les zones rurales à travers la création d'unités de microfinance, des banques rurales et des établissements financiers. Des préparations pour assumer les responsabilités de contrôle d'un marché de capitaux ont continué ainsi qu'un comité spécial d'officiels examinant les implications légales et institutionnelles de ce changement.

Une organisation administrative élargie de la BCDS avec un « secteur pour les institutions et système financiers » est créé pour assurer le contrôle bancaire et le développement dans des aspects spécifiques. Ces réformes structurelles sont entreprises dans un contexte de croissance rapide de crédit et de dépôt (33% et 45%) respectivement, de taux de revenus accrus, et de hausses brutales de 19% de financements improductifs, ce qui est une difficulté majeure pour le contrôle. De plus, le niveau de l'inflation a augmenté de 8,5% à 15,7%.

(B) Situation du contrôle bancaire (2006)

- (1) La déclaration de politique générale de la Banque du Soudan a initié un ambitieux programme pour renforcer le contrôle bancaire et les systèmes de gestion des risques dans les banques et améliorer le développement bancaire. Le programme vise à augmenter le capital minimum de chaque banque (des 3 milliards de dollars soudanais actuels à 6 milliards), à accroître le risque mesuré CAR de 8% actuel à 12%, à continuer le programme de privatisation et à favoriser la banque universelle. Le programme demande aussi une transparence améliorée et la banque libre, et cherche à contrôler la conformité avec les normes renforcées de gouvernance des entreprises pour les banques. La gestion des risques dans les banques sera renforcée par le développement des Services de Crédit, (SC), l'établissement des agences chargées de classer les crédits, renforçant les contrôles internes et les systèmes de mesure de risque dans les banques, ainsi que les directives pour un meilleur contrôle du risque dans les systèmes de technologie de l'information dans les banques, et l'externalisation des services bancaires. Les stratégies pour étendre l'accès aux services bancaires comprend le développement du cadre réglementaire des licences pour les banques conventionnelles dans la Région du Sud après la signature des accords de paix de NIFASHA, la promotion de la microfinance, et le développement d'un cadre réglementaire pour le financement des petites et moyennes industries et pour les institutions financières non-bancaires. Le Programme insiste sur l'importance du travail préparatoire pour adopter Bâle II à travers des comités et des réunions régulières dans les banques.
- (2) Plusieurs décrets et règlements ont été publiés vers la fin de 2005 et au début de 2006 pour commencer à appliquer la déclaration de politique générale de 2006. La réglementation des licences pour les banques conventionnelles a été publiée, et des circulaires sur l'application ont été publiées début 2006. Le développement des services bancaires dans la région du Sud Soudan sera supportée par une réorganisation de la structure de la Banque du Soudan (BDS), l'établissement de la banque du Sud Soudan (BDSS) pour aider à

appliquer un double système bancaire tout en poursuivant une seule politique monétaire avec une seule monnaie. Un plan de réorganisation de la Banque du Soudan a été préparé. Il est en cours d'application. L'établissement de la BDSS a commencé avec la construction du complexe, la formation des cadres et l'assistance technique du siège social de la BDS. Un comité de la BDS travaille sur la conception d'un règlement cohérent pour les banques conventionnelles et les banques islamiques dominantes dans le Nord.

- (3) La loi d'amendement de la réglementation des banques (1991) pour accommoder les banques conventionnelles est encore en cours de promulgation. En pratique, le travail d'octroi de licences aux succursales ou branches dans le sud a déjà commencé. Un comité qui comprend les représentants du siège social supporte le processus d'établissement de licences pour les deux banques de la BDS qui commencent leurs activités, notamment la Nile Bank (14 agences) et le Kenya commercial Bank (deux agences).
- (4) La BDS a accordé une grande importance à la surveillance hors-site avec la coordination centrale. La surveillance hors-site et le processus de classement des banques devait être renforcée pour inclure une dimension quantitative et qualitative supplémentaire de solvabilité. Actuellement, les unités de surveillance hors-site analysent les revenus sur le capital, la qualité des actifs, les gains et la liquidité (CAEL), et sortent chaque trimestre un classement pour chaque banque, allant de 1 à 5, suivant la valeur d'un indicateur spécifique pour chaque domaine. Le procédé de classement peut être renforcé en prenant en compte les variables supplémentaires (ex. la qualité du capital en plus de la proportion du capital, d'autres indicateurs de qualité des actifs en dehors des prêts improductifs, la proposition du capital, etc) pour évaluer chaque élément des liquidités nécessite une révision significative pour inclure l'analyse d'un ensemble de vulnérabilité aux chocs de liquidités, ceci comprend l'écart entre les échéances, avec des règles pour limiter les écarts à des pourcentages définis.

En plus, un classement pour « systèmes et contrôles » (**S**) couvrant la qualité des systèmes de contrôle ainsi que des aspects de gouvernance des entreprises doit être introduit et intégré dans un classement général intégré combinant CAEL et S. L'évaluation des systèmes de contrôle doit aussi inclure la qualité de l'analyse de conformité du contrôle de qualité dans les banques. Le classement de « S » sera basé sur les inspections sur les sites. Un autre élément clé dans l'évaluation de la solvabilité des banques, notamment la « sensibilité aux risques du marché » doit être incorporé dans le procédé de classement en temps utile, lorsque le système nécessaire pour mesurer et contrôler les risques du marché sera disponible, des discussions sur le procédé de classement en cours et des suggestions pour relever l'analyse hors-site sont en cours d'observation et d'évaluation.

(5) Information du public

Il est urgent de s'assurer que les banques font des progrès dans le sens de l'application des dispositions sur l'information du public en cours. La circulaire de la BDS sur la transparence et l'information renforce l'adoption des normes comptables internationales, et requiert un ensemble de données qualitatives et quantitatives comprenant certaines informations à risques en plus du rapport financier d'audit annuel normalement requis. La plupart des banques ne respectent pas ces exigences. Pour faciliter le progrès dans le sens de l'amélioration des informations, la BDS a catégorisé ces dispositions qui doivent être appliquées dès que possible en donnant le temps de se conformer complètement. De plus, ces normes seront la base des rapports et des informations pour le système des banques conventionnelles qui prévaudra dans le sud.

(6) Inspection des Technologies de l'Information et contrôle de la technologie bancaire. La Direction du contrôle et des inspections bancaires entend inclure les inspections des TI comme un segment dans le procédé d'inspections hors-site. Etant donné l'importance grandissante des TI dans les activités bancaires quotidiennes et leur utilisation efficace dans l'application des aspects

quantitatifs des normes et des accords de Bâle II, un programme d'inspection des TI est considéré comme essentiel. Le programme devra couvrir la théorie et la formation pratique pour renforcer les capacités dans ce segment.

(7) Inspections des locaux

Au soudan, les inspections des locaux doivent jouer un rôle particulièrement critique de même que les analyses hors-site à la lumière du contrôle interne généralement faible et de l'environnement d'audit externe du système bancaire. Des évaluations récentes ont souligné la nécessité de relever de façon significative l'habileté des inspections pour un examen en profondeur des systèmes et des procédés ainsi que des aptitudes dans la rédaction des rapports. De plus, le manuel doit être réévalué pour inclure les besoins d'inspection des banques conventionnelles pour refléter les changements en cours dans la technologie bancaire et l'environnement de gouvernance important. Il serait aussi nécessaire que les plans d'inspections sur le site incluent des inspections thématiques ou ciblées des zones clés telles qu'en conformité avec la gouvernance des entreprises, les normes de divulgations et de mesure.

(C) Contrôle, restructuration bancaire et coordination hors-site et sur le site.

La politique de réorganisation de la BCDS a accordé une grande importance à la coordination du contrôle hors-site et sur le site.

Ceci vise fondamentalement à réserver une plus grande signification à la qualité des rapports, un regard plus transparent, une information convenable ainsi que l'application. Cette politique a donné deux directions sous le nom enthousiaste de « secteur des institutions financières ». Ces deux directions sont notamment :

La politique de développement bancaire

Le contrôle bancaire

La nouvelle structure organisationnelle a donné une vue plus grande et plus étendue aux problèmes de contrôle et au développement des banques en plus des autres

contextes importants notamment la micro finance, le blanchiment d'argent, le marché de capitaux et d'autres institutions non bancaires.